

Histoire

À l'initiative de la municipalité des Mées (Alpes-de-Haute-Provence) et de son maire Gérard Paul (PCF), les associations et la population ont commémoré le centième anniversaire de l'érection du monument dédié, en 1913, aux républicains qui se levèrent en décembre 1851 contre le coup d'État du président Louis-Napoléon.

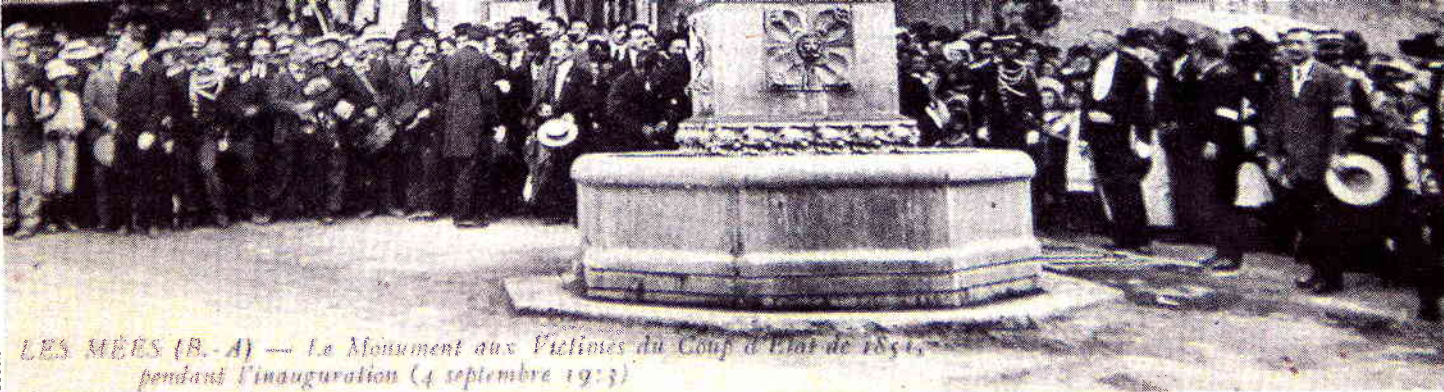
Les Insurgés de la République démocratique et sociale

À l'annonce du coup d'État du 2 décembre 1851 qui mit fin à la II^e République, drapeaux rouges et tricolores en tête, les républicains des villes et villages des Basses-Alpes accouraient par milliers dans les jours qui suivirent vers la préfecture, Digne, afin que, selon leur belle formule, « *le peuple reprenne ses droits* ». Le pouvoir républicain rétabli, l'armée improvisée des « Insurgés » repoussait, aux Mées, les soldats du coup d'État marchant sur Digne. Il restait à attendre les nouvelles de France. Hélas, Paris terrorisé par la mitraille ne bougea guère, pas plus que les grandes villes, solidement tenues par la troupe. Et dans bien des départements, le basculement de l'appareil d'État du côté du coup de force rencontra l'acceptation résignée du plus grand



nombre. Mais au plan de la géographie, de la Nièvre au Var, de l'Yonne à l'Hérault, du Jura au Lot-et-Garonne, de l'Allier à la Drôme. Il n'est pas question de dresser le tableau de l'insurrection. La visite du site de l'Association 1851, qui depuis 1997 œuvre activement à honorer et promouvoir le souvenir des Insurgés, y pourvoira amplement.

Quatre années d'une République gérée par les droites unies dans le « Parti de l'ordre » avaient été traumatisantes. Ces courageux se levaient pour défendre le droit violenté, mais aussi pour qu'advienne une autre République, « la bonne », celle qu'ils appelaient « la République démocratique et sociale ». Dans une France très largement rurale, l'insurrection fut majoritairement le fait de paysans, et aussi d'artisans, de boutiquiers qui vivaient en symbiose avec cette paysannerie. Certes, le jeune mouvement ouvrier, malgré les terribles répressions « républicaines » de 1848 (Rouen, Marseille, Paris) et 1849 (Lyon), persistait dans son exigence de justice sociale (droit au travail, salaires décents, protection maladie et vieillesse). Mais pour l'essentiel, « la République démocratique et sociale » s'inscrivait dans le droit fil des espérances des sans-culottes de 1792-1793, qui mariaient individualisme paysan-artisan et solidarité du groupe social: une République libérée de l'oppression des « gros », des financiers, des usuriers rapaces; une République égalitaire de petits propriétaires, paysans, artisans, commerçants, vivant honnêtement de leur travail, sans être accablés par l'impôt, sans être soumis à la tutelle clérical. Cette République, ils voulaient la fonder sur la scolarisation et l'éducation de tous, la garantir par la morale de la vie collective, l'affirmer par la conscience civique de chacun... Belle utopie, dont les Républiques ultérieures ne seront qu'en partie la réalisation. En quoi cette célébration peut-elle être opérante dans une France actuelle si profondément différente de la France de 1851?



LES MÈRES (B.-A) — Le Monument aux Victimes du Coup d'État de 1851, pendant l'inauguration (4 septembre 1913)

Inauguration, le 4 septembre 1913, aux Mées (Alpes-de-Haute-Provence), du monument érigé en l'honneur des républicains « Insurgés ».

Au plan des valeurs, d'abord, parce que, dans ce glacial décembre, ce sont des humbles, des « petits », qui se levèrent contre le pouvoir personnel, contre la réaction et, pour beaucoup, le payèrent de leur vie et de leurs libertés. Leur exemple conforte la confiance placée dans le mouvement populaire pour défendre la République démocratique et pour la marier avec la République sociale.

« Quatre années d'une République gérée par les droites unies dans le "Parti de l'ordre" avaient été traumatisantes. »

Aujourd'hui, la conscience citoyenne paraît s'étioler d'autant plus que le mirage consumériste voisine avec une pauvreté grandissante, et, selon le think tank Terra Nova (qui a l'oreille de la plupart des dirigeants du PS), le « petit peuple » des ouvriers, des précaires, des modestes salariés du tertiaire serait passé du côté de l'idéologie ultradroitière. Le souvenir des Insurgés nous rappelle au contraire que dans toutes les phases décisives de défense de la démocratie, c'est du plus profond de ce « petit peuple » que se levèrent les combat-

tants. Mais au plan du programme, la France d'aujourd'hui peut-elle se reconnaître dans cette aspiration « sans-culotte » égalitariste à l'initiative et à la propriété productive individuelles? Sans doute oui, en ce qui subsiste de couches sociales concernées, que le Front national essaie de draguer justement en affirmant faire de ces aspirations une priorité. La masse des salariés peut se reconnaître dans cette levée en masse pour défendre un avenir de démocratie, de morale collective, de justice et d'égalité, parce que c'est justement de cet avenir qu'elle a besoin, pour elle, et encore plus pour ses enfants. Au plan de l'action, enfin, c'est seulement dans les départements où les démocrates s'étaient structurés et préparés au combat que l'insurrection a eu lieu. La force de l'insurrection tint à cet enracinement local, communal, « horizontal » du courant « démocrate-socialiste ». Sa faiblesse a tenu à l'absence d'une vraie structuration « verticale », d'une direction nationale. Double leçon qui n'est sans doute pas inutile aujourd'hui.

RENÉ MERLE,

HISTORIEN, COFONDATEUR DE L'ASSOCIATION 1851.

Dernier ouvrage paru : *L'Insurrection varoise contre le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte*, Marseille, Gaussen, 2013.

L'ASSOCIATION 1851

L'Association 1851, pour la mémoire des résistances républicaines, a été créée par des Bas-Alpins et des Varois pour honorer le 150^e anniversaire du soulèvement des républicains contre le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte. Après 2001, le sujet était loin d'être épuisé. Cette association, sans limites géographiques, poursuit dans la documentation et la recherche historiques. Une intercommunication existe entre étudiants, historiens, établissements scolaires, passionnés d'histoire, descendants d'insurgés, associations et collectivités. Pour le centenaire de la « fontaine de la République », aux Mées, l'association, présidée par Colette Chauvin, a permis la tenue de conférences sur « l'ensemble des monuments commémoratifs de 1851 », par Frédéric Négrel, et sur « 1851, aux sources de l'esprit de résistance », par Jean-Marie Guillon. Le 5 octobre, à Istres, dans le cadre de « Marseille 2013 », Raymond Huard a traité des « apports des recherches de l'association dans la culture de la région ». Toutes les publications de l'association sont référencées sur www.1851.fr